



# Presse Internationale

mensuel – n°59 – juin 2008 - 1€ (soutien 2€)

## LCT

### LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.lct-cwb.be - lct.cwb@gmail.com

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles



**A 60 ans de la NAKBA...**  
(la « catastrophe »)

**Vive la lutte du peuple palestinien !  
Pour la construction d'une Palestine  
Laïque, Démocratique et Non Raciste !** p.9

#### **Grève SNCB du 20 mai :**

Avec les cheminots,

*défendre le service public !*

*défendre le droit de grève !*

*NON au service minimum !*

p.2 et 3

Sans-papiers en grève (France) : p.6  
par R. Chauveau – CGT Massy

Tintelboom p.5  
met les sans-papiers aux points

Mai 68 : une immense mobilisation ouvrière p.8  
Le Liban à la croisée des chemins p.15



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise de pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

## Le droit de grève menacé

Les grèves du 20 mai à la SNCB, puis celle spontanée à la TEC deux jours plus tard, ont remis la question du « service minimum » à la Une.

Entre les partis au gouvernement, le débat ne se joue pas sur la nécessité ou non du service minimum mais sur les modalités de sa mise en vigueur. Les libéraux veulent inscrire une clause spécifique pour le « *service minimum* » dans le « contrat de gestion » de la SNCB. Par contre, la ministre de tutelle, Inge Vervotte, pour le CD&V/N-VA, invoque les difficultés d'applications, se veut pragmatique, et prépare un document avec l'administrateur délégué de la SNCB sur la « *continuité du service* ». Une question de forme. Une ligne de conduite avait d'ailleurs été dégagée lors de la formation du gouvernement le 18 mars : « *Le Gouvernement poursuivra avec les syndicats du personnel de la fonction publique, la concertation au sujet d'un cadre de discussion quant à la continuité du service public. Le Gouvernement souhaite que cette concertation aboutisse avant la fin de l'été.* » Autrement dit, le gouvernement souhaiterait conclure au plus vite, et profiter de notre relâchement lors des vacances... Mais pourquoi donc l'acharnement des patrons et de leur gouvernement pour défendre un service dont ils n'ont pas besoin personnellement, puisqu'ils se déplacent en voiture ?

Si les patrons jurent de ne pas vouloir faire atteinte au droit de grève, ils insistent par contre sur le droit du travailleur « modeste » d'aller travailler. Il ne s'agit pas, bien sûr, de garantir un emploi au travailleur, mais de garantir que, une fois engagé, le patron puisse disposer à tout moment de la force de travail qu'il achète, aussi en cas de grève. Ce n'est pas le voyageur qui est « pris en otage » par les grévistes de la SNCB, mais bien - à juste titre - l'intérêt des patrons, ce qui est d'ailleurs le but de toute grève.

Inge Vervotte, confrontée à sa première grève « nationale » en tant

que ministre, regrette que la base ait rejeté un accord social auquel les syndicats et employeurs de la SNCB étaient arrivés. Comme ancienne syndicaliste à la Sabena, elle sait de quoi elle parle. Dans son optique, le rôle des syndicats est de « contrôler leurs troupes » et d'éviter les grèves : « *Dans ces conditions, il est difficile d'éviter la grève.* » Mais elle se félicite que la grève a eu lieu en bonne et dû forme, et pas « sauvage » comme celle de la TEC. « *Il faut qu'on dise clairement quel est le problème qu'on veut résoudre.* » Pour la ministre « ce sont les grèves spontanées ».

Pour l'ancienne syndicaliste, comme pour les patrons, la grève peut être tolérée si elle ne dérange pas trop, si les patrons peuvent prendre les dispositions nécessaires pour l'encadrer dans la production et l'agenda des livraisons et si une grève dans le transport n'empêche pas leurs travailleurs de s'organiser pour aller quand-même travailler.

Il est clair que, au-delà des discours sur le service minimum ou la continuité des services, c'est le droit de grève qui est mis en question. Le service minimum est un outil pour diviser les travailleurs entre eux ! C'est un moyen pour affaiblir les travailleurs et **préparer les pires attaques contre eux à l'avenir.**

Les travailleurs le savent bien. En dépit des efforts pour faire passer le message des patrons, les médias ont laissé filtrer des réactions de soutien des voyageurs aux grévistes. Aux syndicats d'organiser cette solidarité de classe. Pourquoi n'y a-t-il pas eu des tracts distribués aux voyageurs pour expliquer la mesure et les inviter à défendre ensemble un service public de qualité ?

**Non à toute négociation sur le service minimum !**

**Les syndicats doivent soutenir les grèves spontanées !**

**Pour un service public de qualité, solidarité**

**entre travailleurs et voyageurs !**

## Le bras de fer

Un mois après le premier préavis de grève, les quatre syndicats des cheminots ont décidé de lancer en front commun le 20 mai une grève de 24 heures. Si les prémisses ont été perturbées par de nouvelles négociations pendant le préavis et un deuxième projet de protocole d'accord, la grève générale est bien le signe d'une colère unanime chez les travailleurs du chemin de fer. Voici les commentaires d'un correspondant cheminot.

### Comment s'est passée la grève du 20 mai ?

Depuis le lundi soir 22 heures, tant au Nord qu'au Sud du pays la grève était totale. Pas un seul train ne roulait le mardi, et quasi aucun cheminot n'a travaillé. Les syndicats ont organisé des piquets dans les différentes régions sur les lieux de travail les plus stratégiques. La grève a été mieux suivie que la dernière grève générale il y a 4 ans. C'est une grande réussite.



### Ne penses-tu pas que la grève du chemin de fer prend les voyageurs en otage ?

C'est une question de point de vue. Je dirais que c'est la direction qui prend en otage les voyageurs puisqu'il y a un préavis de grève de 10 jours et qu'elle n'est pas revenue sur ses positions.

D'autre part, les voyageurs ont tout autant intérêt à voir nos revendications acceptées. Défendre nos conditions de travail et de vie, c'est aussi garantir la qualité et la sécurité du chemin de fer. Il s'agit de défendre un service public contre le processus de privatisations en cours. Aucun voyageur ne voudrait un chemin de fer comme en Angleterre. Dans ce sens, les syndicats auraient

dû organiser une distribution de tracts dans tous les trains pour expliquer les raisons de la grève et inviter les voyageurs à être solidaires.

### Quelles étaient les exigences des cheminots ?

Le problème est le « protocole d'accord social » pour les deux années à venir (2008-2009). On y traite de la politique de personnel, du recrutement, des régimes et conditions de travail, de la rémunération, de la sécurité, etc. Dans la presse, on n'y voit que quelques éléments, ce qui est finalement assez trompeur de la situation. En fait, il n'y a ni « accord », et il n'y a vraiment rien de « social »...

Le projet de protocole contient une série de mesures qui augmentent le temps de travail et la flexibilité. Les prestations des conducteurs transfrontaliers seraient prolongées à 11 heures de travail. Le nombre d'alternements<sup>1</sup>

devrait être réduit dans le transport de marchandise, et le protocole va jusqu'à préciser que c'est nécessaire pour la privatisation : « pour que les services opérationnels qui seront bientôt livrés à la concurrence soient à l'avenir en état d'assurer la viabilité de leurs activités ».

Dans les ateliers, les sièges administratifs et autres unités, la prise des 10 à 13 jours de crédit seraient imposée lors de congé collectif.<sup>2</sup> Les plages d'horaire variable<sup>3</sup> seraient écourtées et le demi-jour de congé spécial serait supprimé.<sup>4</sup> Il est écrit que chaque chef immédiat aurait « l'obligation d'assurer dans son service, durant la totalité de la journée de travail, une présence effective basée si possible sur le volonta-

riat », ce qui augmenterait la pression sur les travailleurs. De plus, il y a une mesure qui ne s'adresse uniquement qu'aux « rang 3 »<sup>5</sup>, mais beaucoup parmi les moins qualifiés l'ont aussi vivement critiquée. Elle prévoit la suppression des congés de compensation.<sup>6</sup> En fait, tout le monde se doute bien que la direction ne s'y prendrait pas autrement si elle voulait l'imposer plus tard à l'ensemble des cheminots, progressivement, de haut en bas.

Les syndicats espéraient pouvoir trouver un accord sur des aménagements pour les fins de carrière à partir de 50 et 55 ans pour les travailleurs en service irrégulier et pour ceux dont le travail est reconnu lourd, dangereux ou insalubre. Dans le protocole, il est simplement dit que les « partenaires sociaux » seraient invités à y « réfléchir », et que la société dispose d'un règlement analogue à celui du crédit-temps pour les travailleurs âgés du secteur privé. Sans qu'il y ait quelque chose de concret, cela ne présage vraiment rien de bon.

Sur la question du pouvoir d'achat, les syndicats revendiquaient une hausse salariale inscrite dans les barèmes. Et outre de petites augmentations pour les primes de nuit et du samedi et une augmentation de 70 cents pour les chèques-repas, et cela uniquement pour 2008, le protocole avance une augmentation barémique de 320 € brut par an, soit 26 € brut/mois. C'est ridicule, comparé à la perte du pouvoir d'achat, c'est ridicule étant donné les bons résultats de la société, et c'est encore plus enrageant d'entendre au même moment l'administrateur délégué réclamer une augmentation salariale de 30.000 €. Sans avoir augmenté le

personnel, la productivité des travailleurs a augmenté de 32 % ces derniers cinq ans. En 2007, la société enregistre une croissance du résultat opérationnel de 13,4% par rapport à 2006, et pour la première fois depuis plus de dix ans, le résultat net avant impôts du groupe SNCB est même positif. La direction semble oublier qui a du faire des efforts et qui fait rouler les trains.

Dans tout ce protocole, les éléments qui laissent craindre le pire ont été cachés dans le dernier paragraphe :

*« Les interlocuteurs sociaux expriment l'extrême importance qu'ils attachent au maintien de la paix sociale au sein des trois entreprises » [...] « un accord complémentaire portant expressément sur un meilleur encadrement des interruptions de travail sera conclu. »*

Pour un syndicaliste un petit peu combatif, cela revient à signer son arrêt de mort.

D'une manière générale c'est raté, le protocole a été perçu par la majorité comme un véritable affront et la base a pu imposer la grève générale.

### **Que penses-tu du service minimum ?**

Je suis absolument contre. La grève est notre meilleur moyen de lutte pour mettre la direction sous pression. Sans elle, la négociation n'aurait aucun poids et aucune utilité. Le service minimum est un moyen pour nous lier les mains et nous rendre impuissant lors des prochaines luttes. On peut se demander comment un tel accord a pu être conclu quand on sait que la CGSP Cheminot s'est toujours vivement opposée au service minimum. Mais par leur signature, il faut se rendre à l'évidence que nos « représentants » syndicaux considèrent « le maintien de la paix sociale » comme « extrêmement important ». Ce n'était pour-



tant pas l'avis de la majorité des cheminots ce mardi.

### **Du côté syndical, comment se sont déroulées les négociations ?**

Pour rappel, le protocole dont il est question ici est le deuxième projet. Lorsqu'il a été conclu entre les négociateurs le 25 avril, G. Gelmini, président du syndicat socialiste, avait suspendu le préavis de grève et la grève du 29 avril avait été annulée à l'avant-veille de l'échéance. Cela avait déforcé le mouvement, décrédibilisé les délégués qui préparaient leur base et mit pas mal de délégués en colère.

A propos de ce deuxième projet, Gelmini a écrit que même si « certains le considéreront comme insuffisant, c'est avec la conviction d'avoir arraché le maximum, jusqu'au dernier carat, de n'avoir cédé que le strict minimum ».<sup>7</sup> Et suite aux consultations dans les différentes régionales, la grève a été votée à l'unanimité moins une régionale. C'est un contraste important, et on pouvait quand même estimer Gelmini désavoué. Finalement, le mot d'ordre de grève a été lancé officiellement au niveau national, et cette fois pour de bon.

Le mot d'ordre de grève a été poussé par la base. Et le front commun des quatre syndicats a reflété l'unanimité de la base. Les travail-

leurs n'ont toujours eu que la possibilité de construire un rapport de force pour voir leurs intérêts respectés, mais malheureusement nous devons toujours nous affronter aux bureaucrates dans nos propres organisations syndicales.

Dans ces événements, des délégués proposaient que l'on mandate d'autres négociateurs, tandis que d'autres délégués en tiraient la leçon que l'on ne devrait plus négocier pendant un préavis de grève. Pour garantir la réussite d'une grève, le préavis de dix jours ne devrait être utilisé que pour la préparer : pour informer les cheminots sur le contenu de l'accord, pour les mobiliser et pour informer les voyageurs de la raison de la grève. La direction du groupe n'aurait qu'à bien se tenir si elle veut éviter des préavis.

<sup>1</sup> Temps de repos entre prestations Les notes sont de la rédaction.

<sup>2</sup> Jusqu'à présent, ces congés de récupération peuvent être pris selon les convenances personnelles, en accord avec les besoins du service

<sup>3</sup> Deux fourchettes de deux heures dans lesquelles doivent être compris le début et la fin de la prestation sur certains lieux de travail

<sup>4</sup> Congé prévu le 1er jour ouvrable de l'année ou le 22 juillet selon les sièges de travail

<sup>5</sup> Certains agents à responsabilités : universitaires et promus interne

<sup>6</sup> Congés de récupération pour le travail réalisé au-delà des 38 heures par semaine, 13 maximum/an

<sup>7</sup> Tribune – CGSP Cheminots, 28/04/08

## Une mise aux points

La ministre Annemie Turtelboom vient de formuler des critères pour régulariser les sans-papiers. Dans un débat à la Chambre (22 mai 2008) elle affirme vouloir ainsi répondre à tous ceux qui critiquent l'arbitraire dans les décisions de la ministre, « telle un empereur romain qui montre le pouce vers le haut ou vers le bas selon celui qu'il a devant lui », répondre à tous ceux qui demandent des critères clairs et permanents.

Ce débat a fait quelques émules au Parlement concernant les choix de la ministre, sans mettre en question le principe même des critères.

La ministre veut établir un système de points. Comme à l'époque de l'embauche journalière pour travailler au port, où les travailleurs étaient choisis par les armateurs selon leur force physique et leur état de santé, la ministre fait le tri entre ceux qui répondent à tel besoin ou tel autre des patrons : 40 points pour un car-releur (profession en pénurie) et 30 points pour un éboueur ; 20 points pour un lettré, 10 points pour celui qui a des difficultés avec la langue et 0 point pour celui qui ne maîtrise que l'arabe ; sans oublier le pouce vers le haut (+ 10 points) ou vers le bas (- 10 points) de l'empereur romain, cette fois dans la personne du bourgmestre de la commune de résidence. Il y a aussi des points pour les sans-papiers qui a un contrat de travail, comme si c'était sa faute s'il est obligé de travailler en noir. En plus, selon la ministre, « *il ne s'agit pas de puiser des droits dans des situations tout à fait illégales* », c'est-à-dire, on ne légalise pas des illé-gaux... il fallait y penser !

Entre-temps, la répression contre des sans-papiers continue. Cent vingt personnes ont été arrêtées violemment le 29 avril, au cours d'un rassemblement pacifique, dont no-nante personnes sans papiers. Dix d'entre elles sont toujours incarcé-rées aux centres fermés de Merk-splas et Vottem, et menacées d'expulsion du territoire belge. Le premier mai, un demandeur d'asile qui vit depuis 2005 en Belgique, Ebenizer Folefack Sontsa, s'est « suicidé » au centre fermé de Merk-splas.

Un projet de directive, sur la rétention et l'expulsion des personnes étrangères, sera soumis au Parle-

ment européen en juin. Cette « direc-tive de la honte » prévoit de traiter des personnes comme des criminels pour le seul « délit » d'être nées au mauvais endroit, avec des peines de prison allant jusqu'à 18 mois. La concentration dans des camps de-vient le mode normal de gestion des populations migrantes. Cette direc-tive ne fait que suivre les traces du nouveau ministre de l'Intérieur italien, Roberto Maroni, membre de la Ligue du Nord, qui veut introduire explici-tement le *délit* de clandestinité, alors que Sarkozy et Zapatero ont accueilli avec enthousiasme la proposition du ministre italien des affaires étrangè-res, Franco Frattini, d'appeler cet emprisonnement « détention admi-nistrative », ce qui permet d'y inclure des mineurs.

Pour nous, c'est la discrimination selon le lieu de naissance qui est criminelle, tout comme l'étaient la ségrégation selon la race, sous Hitler en Allemagne, lors de l'apartheid en Afrique du Sud et encore actuelle-ment dans l'Etat sioniste d'Israël.

Dans ce cadre, le désespoir a me-né des sans-papiers à une grève de la faim au Béguinage, à Forest et à la Maison de l'Amérique Latine à Bruxelles. La « directive de la honte » a été répudiée par une mani-festation le 7 mai Place du Luxem-bourg. Les manifestations au Palais de Justice pour la libération des pri-sonniers se multiplient. Nous ne pouvons que regretter toutefois que ces luttes se mènent en ordre dis-persé, et parfois avec une orientation divisionniste ou irresponsable. Lors de la manif du 7 mai, un groupe codi-rigé par le MAS et l'UDEP, après avoir eu l'excellente idée de rejoindre en cortège la place du Luxembourg avec une colonne de sans-papiers venue de l'ULB en exigeant la libéra-tion de nos camarades sans papiers, a finalement abandonné le rassem-

blement et les sans-papiers qui s'y trouvaient, pour faire « sa manif » en ville.

Mais ce qui est bien plus préoccu-pant est qu'à la fin de la manif du 29 avril, les dirigeants d'une organisa-tion de sans papiers, UDEP-Bruxelles, ont donné à tous les sans papiers présents le mot d'ordre irres-ponsable « de ne pas bouger », tout en sachant le risque imminent d'arrestation puisque la police atten-dait au coin de la rue pour profiter de l'occasion pour réprimer le rassem-blement.

Cette dispersion des luttes permet alors au gouvernement d'avancer avec sa politique de discrimination. Tout au plus y a-t-il quelques protes-tations concernant des détails, sans lendemain, de la part des partis qui ont toujours soutenu la politique de discriminer les sans-papiers, la poli-tique de diviser les travailleurs.

Il est urgent d'unir toutes les luttes et d'organiser une mobilisation commune pour la libération immé-diate des camarades arrêtés le 29 avril, pour la régularisation des sans papiers en grève de la faim et contre le projet de circulaire de la ministre Turtelboom ! Le gouvernement ne pliera que si la mobilisation est im-portante, et ces victoires devront nous renforcer pour continuer à exi-ger la régularisation inconditionnelle de tous les sans papiers.

Comme en France, les syndicats doivent servir d'instrument de lutte pour garantir les droits des travail-leurs sans papiers !

**Libération des sans-papiers !**  
**NON à la circulaire Turtelboom !**  
**Régularisation**  
**de tous les sans-papiers !**  
**Suppression des centres fermés !**  
**Avec ou sans papiers, nous**  
**sommes tous des travailleurs !**

## La grève des sans-papiers

L'Union Locale de la CGT à Massy (France) a organisé une première grève de travailleurs sans papiers dans la blanchisserie Modeluxe, dans la chaîne de restauration rapide Buffalo Grill et dans le restaurant la Grande Armée sur les Champs Élysées à Paris. Ces expériences ont permis aux sans papiers de lutter face au patronat et au gouvernement, d'arracher des régularisations et de casser une circulaire raciste qui entendait réserver certaines catégories de métiers aux seuls travailleurs des pays de l'Est.

Sur base de ces expériences, une première vague de grève dans plusieurs secteurs a été lancée ce 15 avril pour exiger la régularisation des travailleurs sans papiers en grève. Plus de 600 travailleurs sans papiers se sont mis en lutte et une deuxième vague de grève a été lancée depuis le 20 mai, vu que le ministre de l'immigration n'a régularisé que 70 travailleurs sans papiers à cette date !

Nous publions ci-dessous des extraits de l'intervention de Raymond Chauveau, secrétaire général de l'Union Locale de la CGT à Massy, invité par le MOC de Bruxelles ce 17 mai 2008. Vous trouverez l'intégralité de son intervention sur notre site : [www.lct-cwb.be](http://www.lct-cwb.be).

### **Le travailleur sans papiers est un esclave moderne**

Le travailleur sans papiers, étant sans droits, a cette particularité d'être embauché dans des secteurs où une très grande flexibilité est demandée. (...) Ce qu'on comprend mieux maintenant, c'est que le travailleur sans papier est un travailleur qui est sans droits et donc embauché dans des secteurs où règne une certaine tension, pas du point de vue du marché du travail, mais du point de vue de l'exploitation capitaliste. Cela se traduit notamment par une disponibilité quasi-totale : 24h sur 24, 7 jours sur 7, 365 jours par an ! Parce que le travailleur sans papier ne peut pas revendiquer car s'il revendique, on l'envoie en centre de rétention. A partir de là, c'est une main d'œuvre taillable et corvéable à souhait et flexible à merci. C'est de là que vient cet intérêt du patronat pour ces travailleurs. Le travailleur sans papier, c'est le prototype même du travailleur version néo libérale : plus de conventions collectives, plus d'accord d'entreprise, et embauche au gré à gré. Alors, cela c'est une caricature, mais c'est le profil du travailleur sans papier. (...)

Ce matin, j'étais en négociation avec un patron dans le cadre du mouvement de grève sur un site où on a 13 camarades en grève d'une entreprise qui fait de la location de gros instruments pour le bâtiment. En discutant avec le patron, on lui dit : *Votre activité, ce n'est pas du 8h - 17h. Vous devez avoir un certain*

*volume d'activité à caractère exceptionnel car vous êtes sous-traitant des grandes boîtes comme Boeing.* Il nous répond qu'il a effectivement 30% de son chiffre d'affaire qui est en lien avec l'exceptionnel, c'est-à-dire, un constructeur lui demande à 5 heures du soir de lui trouver telle ou telle grue, un coffrage particulier,... Normalement à 17h le mec a fini son boulot. Alors, qui c'est qui va rester jusqu'à 20h, 22h, 23h ? Qui c'est qui va rester le 1er mai ou le jour de fête pour pouvoir assurer la préparation et le transfert de ce matériel-là ? Ce n'est pas le travailleur qui rentre dans la réglementation, dans la convention collective. C'est celui qui est privé de droits, celui qui sait que de toute façon pour bouffer, il n'a pas le choix et qu'il va falloir qu'il travaille le dimanche, le samedi et le 1er mai pour pouvoir répondre aux commandes de son patron qui, lui, va répondre aux commandes du donneur d'ordre. Et c'est cela la particularité du travailleur sans papier. Ce sont des travailleurs qui sont dans des secteurs où la tension est énorme tant du point de vue des conditions de concurrence que du point de vue des conditions de sous-traitance, y compris des conditions de retour sur investissement. C'est le dernier maillon car, derrière le travailleur sans papier, vous n'avez plus que l'esclave. Derrière quelqu'un qui est privé de droits, il y a celui qui vend sa personne, afin qu'on l'achète. C'est la raison pour laquelle on dit « esclave moderne ». Le fait d'être sans papiers, qui est une

contradiction dans les termes, c'est faire partie d'une chaîne énorme : *vous êtes cent, mais vous êtes complètement enchaînés à votre patron.*

### **La grève en tant que moyen de lutte pour le travailleur sans papiers**

Il y a eu une première grève de travailleurs sans papiers dans leur entreprise, qui était une blanchisserie industrielle, sur mon secteur à Massy, où il y avait 53 travailleurs sans papiers sur 150. Une blanchisserie industrielle qui, de fait, tournait avec un tiers de ses effectifs sans droits. (...) Et là, cela a été à la fois une lutte d'importance et une découverte pour deux acteurs principaux : les sans papiers eux-mêmes et le mouvement syndical. Les sans papiers eux-mêmes parce que, quand on a dit à ces travailleurs que nous allions faire grève dans cette entreprise pour leur régularisation, j'aime autant vous le dire, pas un n'y comptait ! Pas un ne pensait que c'était jouable. C'était « *bon, tu nous le dit, c'est sympa. On va voir* ». Ce n'était pas gagné dans la tête même des travailleurs sans papiers. (...) La grève s'est tout de suite installée et, là, un élément qui a surpris les travailleurs sans papiers c'est que, pour une fois, ils étaient dans l'entreprise et les flics étaient dehors. Il y a un mouvement de grève et la police doit avoir une décision de justice pour intervenir. Et donc, pour la première fois, ces travailleurs sans papiers voyaient les flics dans l'impossibilité physique, concrète et juridique, de

pouvoir venir les chercher, et ils les tenaient en respect de l'autre côté de la grille. Le comble, c'était les travailleurs français, les militants syndicaux qui étaient venus en solidarité, se faire interpellé par les flics! Cela était très significatif du fait que ces travailleurs sans papiers, à partir du moment où ils se mettent en grève, se mettent devant le patron, devant les autorités en disant « *Je suis travailleur puisque je me mets en grève. Je suspends mon contrat de travail, je refuse de bosser, à l'appel de mon syndicat* ». Et là, cela devient incontournable, c'est imparable. Personne ne peut venir les chercher. L'usine est devenue le sanctuaire de ces travailleurs sans papiers qui se sont mis en grève. Maintenant, avec du recul, on le dit avec facilité, mais on l'a découvert ainsi. C'était très, très, très important comme expérience, comme leçon, et très réconfortant pour les travailleurs eux-mêmes. En même temps, on a tout de suite vu que le cadre du travail, l'exercice du droit en tant que travailleur, était un élément terrible du rapport de force vis-à-vis des autorités, vis-à-vis du patron. (...)

Quand on est sorti de la grève de Buffalo Grill, cela a entraîné un intérêt, même si elle a été moins payante en terme de résultat que celle de Modeluxe, et la dynamique était lancée. L'instrument de la grève a été validé. Effectivement, si quand vous faites grève dans une blanchisserie avec 150 salariés l'instrument

marque, quand vous le reproduisez à une chaîne comme Buffalo Grill, cela le confirme. La grève en tant que moyen de lutte pour le travailleur sans papiers, pour obtenir sa régularisation, est donc validée, et cette validation entraîne un mouvement de sympathie important. A partir de ce moment, les travailleurs sans papiers commencent à regarder le syndicat d'une autre façon. Effectivement, le travailleur sans papiers, se voyant comme clandestin, met une distance avec tout ce qui a un caractère institutionnel, pour une question de confiance et de sécurité tout simplement. Il ne va que là où il y a des atomes crochus.

### **Lutte syndicale et solidarité**

Le mouvement a permis d'identifier clairement ce qu'est un sans papiers : c'est un travailleur. Car le type qui risque sa vie en prenant des risques inimaginables pour venir ici et envoyer quelques sous à sa famille, il ne vient pas ici, comme on dit, faire du tourisme à l'Arc de Triomphe. Il vient pour bosser, même s'il est cuisinier dans un restaurant. C'est d'abord cette qualité là qu'il faut lui reconnaître car cette qualité là, celle de travailleur, est structurante pour l'ensemble des autres droits. On le sait bien en tant que syndicaliste : c'est le monde du travail qui fait avancer les droits des travailleurs, qui fait avancer les droits pour l'ensemble de la société. C'est cela que l'on a gagné et qui est énorme, bien qu'on ne sache pas

jusqu'où on va aller. On peut bien partir et arriver d'une autre façon. En France, c'est clair, quand les journalistes viennent, ils ne parlent plus de "sans-papiers". Et cela, c'est surtout eux qui l'ont obtenu car il faut un sacré courage, une sacrée confiance dans l'organisation syndicale, une sacré volonté pour dire "On largue tout et on se lance dans la grève sans possibilité de retour". Car si cela ne marche pas, ils plongent dans la clandestinité et perdent le minimum de situation qu'ils pouvaient avoir. Aujourd'hui, depuis un mois sur les piquets de grève, les camarades ont une telle confiance. Non pas qu'ils soient entrés conscients dans le mouvement, mais c'est le mouvement qui les a rendus conscients. C'est toujours le même processus de la lutte où on entre dans le mouvement car on a intérêt à entrer en lutte, objectivement, et c'est la lutte qui vous transforme. Dans ce mouvement, nous avons des dizaines et des dizaines de sans-papiers qui se révèlent être des syndicalistes et, croyez-moi, avec une telle épreuve du feu, cela forge un bonhomme ! On a toute une série de travailleurs qui sont en train de se forger, et l'autre aspect, en retour, nous avons un mouvement syndical, très campé sur le secteur public et la fonction publique, qui est en train de bouger. On a vu des camarades de la RATP, des conducteurs du RER, venir soutenir des travailleurs sans papiers éboueurs, les précaires de chez les précaires ! Je les ai vus dormir sur les lieux de grève. Quand vous voyez ces travailleurs syndiqués soutenir ces précaires, venir en solidarité, là vous vous dites qu'il y a quelque chose qui est en train de bouger dans le mouvement syndical. Cela, ce n'est pas la plus petite des victoires, c'est un gage sur l'avenir.

Pour suivre l'actualité de la grève, voir le site de la CGT :

[www.urif.cgt.fr/](http://www.urif.cgt.fr/)

<== 5000 sans-papiers  
le 1<sup>er</sup> mai dans les rues de Paris



## Non seulement une rébellion estudiantine une immense mobilisation ouvrière

Voici une contribution (un peu abrégée) sur ce thème, de Ángel Carrique, militant du Partido Revolucionario de los Trabajadores - Izquierda Revolucionaria, la section espagnole de la LIT-QI



Mai 68 - usine Renault - Billancourt

L'idée répétée à maintes reprises par les « nouveaux réactionnaires » que Mai 68 a été une « révolution de fils à papa », oublie que les manifestations estudiantines ont été le détonateur d'une grève générale qui a duré deux mois et à laquelle 10 millions de travailleurs ont participé. Une grève générale que personne n'a convoquée ! Les syndicats ont seulement appelé à une journée de grève générale le 13 mai, mais les travailleurs ont continué pendant des semaines.

On ne sait pas exactement combien de grévistes il y a eu pendant la semaine critique du 22 au 30 mai. Mais il est clair qu'ils ont été 4 millions pour continuer la grève pendant trois semaines, deux millions pendant tout un mois, sur un total de 15 millions de travailleurs.

Ce n'était pas une grève traditionnelle : il y a eu de nombreuses tentatives de mettre en marche les usines par les travailleurs eux-mêmes, de changer toute la manière de travailler, de changer tout. De manière spontanée, la classe ouvrière française avait commencé la révolution prolétarienne et elle était disposée instinctivement à assumer le contrôle des moyens de production.

### Le rôle de détonateur du mouvement estudiantin

S'il est vrai qu'on ne peut pas réduire les événements à la lutte estudiantine, il faut aussi admettre que ce sont les étudiants universitaires qui en ont été le détonateur.

Mai 68 n'a pas été un éclair dans un ciel bleu. L'université était agitée depuis un certain temps, elle était mobilisée contre la politique éducative de de Gaulle, et la solidarité avec le Vietnam était à l'ordre du jour.

Le 10 mai a été la nuit de la bataille des barricades dans le Quartier Latin. Transmise en direct par la radio, cette nuit a fait vibrer toute la France avec les étudiants. Il y a eu 367 hospitalisations, dont 251 étaient des policiers. Le lendemain, les syndicats ont appelé à la

grève générale en solidarité avec les étudiants. Mais la « solidarité avec les étudiants » est devenue l'étincelle qui a incendié la prairie.

### Le rôle du PCF

Comme dans tant de d'autres occasions, le Parti Communiste a désactivé une situation révolutionnaire qui aurait pu avoir un résultat favorable pour les travailleurs. Les dirigeants du PCF accusaient les « gauchistes » d'être des « agents de de Gaulle » et essayaient de canaliser le mouvement vers une simple grève de revendications, dans l'attente d'élections.

Alors que, le 24 mai, de Gaulle avait annoncé un referendum et les gens lui scandaient qu'il s'en aille, le 30 mai, tout avait changé. La grève générale s'est effritée tout au long du mois de juin, jusqu'à ce que, lors des élections législatives des 23 et 30, les gaullistes aient gagné.

### Un phénomène international

Le Mai français a aussi été la réfraction nationale d'un phénomène international. L'année précédente avait eu lieu la « révolution culturelle » chinoise et la mort du Che. L'année suivante, il y avait le Cordobazo argentin et « l'automne chaud » italien. Et il faut se rappeler que la même année du Mai français, il y a eu l'offensive du Tet au Vietnam et le « printemps de Prague » en Tchécoslovaquie. La révolution prolétarienne dans les pays impérialistes, la lutte révolutionnaire anti-impérialiste dans les pays coloniaux et la révolution politique anti-bureaucratique, pour la démocratie ouvrière dans les Etats ouvriers, tendaient à être synchronisées.

### Mai, bien sûr

On se demande qui falsifie davantage la signification des événements du Mai 68, si ce sont les partisans de Sarkozy qui veulent « les liquider » ou la gauche réformiste qui « les revendique ». De toute façon, les deux partagent une même vision : Mai 68 aurait été la fin de la révolution, la dernière flambée. Ils confondent la réalité avec leurs désirs ! Loin d'être enterré, Mai 68 continue à être un exemple et en même temps un avertissement. Parce qu'à cette époque-là aussi, il était à la mode dans la gauche de nier la possibilité elle-même de la révolution. Alors, c'était à cause du plein emploi ou du consumérisme, et aujourd'hui, on y ajoute que la classe ouvrière est trop précaire pour combattre, ou même qu'elle n'existe pas ou qu'elle a perdu son caractère central dans la lutte sociale. Mai 68 a explosé, la réalité a démenti les analyses et pour un moment le pouvoir bourgeois avait l'air de disparaître. Sans doute, les théoriciens actuels du cynisme seront aussi démentis.

# France

## Unifions les luttes !

Voici l'éditorial du dernier numéro de l'Internationaliste, le journal du Groupe Socialiste Internationaliste (GSI), la section française de la LIT-QI. Plus d'informations sur leur site : [www.gsi-litqi.org](http://www.gsi-litqi.org).

Depuis plusieurs mois, la situation économique mondiale ne cesse de se dégrader. Une grande partie des analystes économiques sont d'accord sur le fait que la crise n'a pas encore atteint son sommet. Les répercussions sont déjà visibles : dans plusieurs pays des émeutes de la faim ont éclaté. En Afrique du Sud, la crise économique a pris un caractère particulièrement violent, où des attaques, essentiellement dirigées contre des immigrés Zimbabwéens, ont provoqué plus d'une cinquantaine de morts.

Mais cette crise touche également les pays impérialistes. Les salaires reculent, les prix explosent, les conditions de travail se dégradent et deviennent de plus en plus précaires. Dans le même temps, la lutte des classes connaît un net regain d'activité. Cette situation se vérifie dans ce pays où elle est caractérisée par une multiplication des grèves, touchant des secteurs chaque fois plus larges. Les derniers en date étant les marins-pêcheurs, qui sont mobilisés contre l'augmentation du prix du gazole. Ils ne veulent pas se contenter de vagues promesses du gouvernement et continuent à ce jour, à bloquer de nombreux ports.

Déjà, les paysans et les routiers menacent d'entrer dans la danse, de même que les marins-pêcheurs de plusieurs pays d'Europe.

### L'offensive du gouvernement contre les travailleurs

Le gouvernement répond aux mobilisations des travailleurs par l'arrogance et le mépris. Il démontre chaque jour sa volonté de se saisir de toutes les occasions pour approfondir son offensive et sa disposition à aller jusqu'à l'affrontement.

Les travailleurs sont de plus en plus nombreux à se mettre en grève pour réclamer des augmentations de salaire, l'amélioration des conditions de travail, des embauches. En réponse le gouvernement impose le développement de la concurrence, l'intéressement aux résultats des entreprises, la remise en cause de la durée légale du temps de travail, l'allongement de la durée de cotisation pour les retraites etc. Pour le gouvernement, il n'est surtout pas question d'augmenter les salaires ou de

satisfaire quelques revendications que ce soit. Il s'agit de répondre aux exigences des grands groupes capitalistes en accélérant le processus de concentration et en leur permettant d'augmenter leurs profits. Et ce quitte à liquider au passage une partie de sa base électorale traditionnelle (commerçants et artisans).

Le 15 mai, alors que la ministre de l'économie, C. Lagarde « jubile », N. Sarkozy affirme que les chiffres de la croissance pour 2007 « témoignent de la nécessité de garder le cap ». F. Fillon juge quant à lui que ces chiffres constituent une « très, très, bonne nouvelle » et lui permettent d'annoncer qu'il va « accélérer » le rythme des « réformes » au deuxième semestre 2008. Le gouvernement multiplie ces annonces euphoriques pour justifier sa politique alors même que les économistes les plus optimistes se montrent extrêmement réservés sur l'évolution de la conjoncture.

Le 15 mai, toujours, près de 300 000 personnes, fonctionnaires, enseignants, lycéens et étudiants ont manifesté dans tout le pays pour s'opposer à la suppression de près de 11 200 postes dans l'éducation nationale et pour réclamer une augmentation des salaires. Le soir même, le Président de la république, cherchant manifestement à minimiser l'ampleur de la

mobilisation et à provoquer les manifestants, répondait par sa volonté d'instaurer un service minimum dans les écoles primaires et maternelles lors des journées de grève de l'éducation nationale.

Le 22 mai, entre 500 000 et 700 000 travailleurs et jeunes défilaient dans toute la France, pour s'opposer à l'allongement de durée de cotisation à 41 ans.

Lors de ces manifestations massives, le fait nouveau était la présence en nombre des travailleurs du secteur privé. De nombreux cortèges et manifestants réaffirmaient la revendication du retour aux 37,5 annuités pour tous. Le soir même, le ministre du travail, X. Bertrand, déclarait qu'il n'était pas là pour compter le nombre de personnes qui défilait dans la rue et qu'il n'était pas question de revenir sur le passage aux 41 annuités de cotisations.

Le message est clair, coûte que coûte, le gouvernement veut mener sa politique jusqu'au bout et



mettre les travailleurs et les jeunes au pas. Mais comment se fait-il que le gouvernement puisse continuer à avancer aussi brutalement dans ses contre-réformes, alors même que la grande majorité des travailleurs et des jeunes y sont hostiles et montrent leur détermination à s'y opposer ?

### La responsabilité des directions syndicales

Le nombre de grèves qui éclatent (notamment sur la question des salaires) et l'ampleur des dernières mobilisations des travailleurs montrent que les conditions sont réunies pour faire barrage au gouvernement. Mais la politique menée par les directions syndicales, empêchent objectivement la mobilisation et la convergence des luttes.

En effet, en appelant à plusieurs journées de mobilisation, dans la dispersion (les 15, 18, 24 et 26 mai), sans perspective claire, sans préparation, les syndicats d'enseignants, en tête desquels la FSU, ont cherché à multiplier les manifestations, pour provoquer la démobilisation.

Pourtant, la manifestation du 18, a rassemblé 50 000 personnes contre les suppressions de postes et le service minimum dans les écoles, alors que les organisateurs n'en attendaient que 5 à 10 000 ! En outre, la FSU ne déposant pas

de préavis de grève pour le 22 a maintenu son appel à manifester... le 24 ! Elle a tout fait pour empêcher la jonction avec les autres secteurs mobilisés autour de la question des retraites.

Les autres directions syndicales ont agi dans la même logique. La CFDT s'étant opposée à une mobilisation conjointe le 15 (avec les enseignants), elle a imposé le 22 mai. Toutes les directions syndicales se sont alors ralliées à la CFDT pour faire un « minimum syndical » ce jour-là, sans appel ferme à la grève (certains travailleurs ont du manifester sur leur temps de repos).

Pourtant, le 15 (ou même le 22), préparé sérieusement, auraient pu constituer un point d'appui, comme un « coup de semonce » au gouvernement, qui aurait pu se transformer en une grève générale de grande ampleur, débordant la simple journée d'action. De cela, les bureaucrates liés au PS et au PCF ne veulent pas.

Dans ces conditions, il est remarquable que les mobilisations aient été aussi massives. En agissant de la sorte, les directions syndicales non seulement ne remplissent pas leur rôle auprès des travailleurs, mais en plus servent de relais au gouvernement pour l'aider à faire passer ses contre-réformes.



### Quelle alternative ?

La question de l'unification des luttes et de la grève générale est donc posée dès aujourd'hui. Les conditions sont réunies pour y parvenir mais les directions syndicales, et par la même occasion les directions politiques, opèrent de toute leur force pour empêcher toute issue positive à la situation actuelle. Il faut donc travailler à l'unification du mouvement ouvrier et à la construction de la grève générale, car seule la mobilisation unie et déterminée de la classe ouvrière pourra stopper l'offensive contre-révolutionnaire, mettre à bas le gouvernement et démasquer les directions syndicales qui collaborent avec la bourgeoisie.

Le combat pour l'unité de la classe ouvrière pose également la question de la perspective politique. Car aujourd'hui face à l'approfondissement de la crise économique et sociale, l'alternative socialisme ou barbarie reste plus que jamais d'actualité. Il existe aujourd'hui une crise de représentation de la classe

ouvrière. Les partis qui la représentaient traditionnellement, se situent désormais dans le cadre de la gestion du système capitaliste. Avec la publication de sa dernière « position de principe », le PS entérine dans ce document central son passage définitif du côté capitaliste : les

dernières références au marxisme, à la révolution et au monde ouvrier ont été retirées. Les principaux candidats au poste de secrétaire du PS se revendiquent du libéralisme. Lorsqu'ils adressent des critiques au gouvernement, c'est sur la manière de mener les réformes et non sur le fond.

Lié par ses accords électoraux au PS, le PC, qui n'est plus que l'ombre de lui-même, ne peut que suivre ce parti. De son côté, la direction guévariste de la LCR, est en train d'opérer sa mue vers le « néo-réformisme », en enterrant une à une toutes les références au trotskisme.

Avec la création du NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste), la LCR se dispose à renforcer son caractère électoraliste au détriment de l'intervention dans la lutte des classes.

Pour en finir avec la barbarie capitaliste, il faut donc avancer vers la construction d'un parti ouvrier qui se batte pour une réelle rupture avec le capitalisme, c'est à dire pour le socialisme.

Comme cette lutte ne peut se limiter au cadre national, ce parti doit également être internationaliste. C'est dans ce combat que le Groupe Socialiste Internationaliste vous invite à la rejoindre.

C'est le combat de la Ligue Internationale des Travailleurs – Quatrième Internationale (LIT-QI).



# Courrier International

Nous publions ici la traduction du n°139 - mai 2008 - de *Correo Internacional*, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale. A voir sur [www.litci.org](http://www.litci.org)



**A l'occasion du 60ème anniversaire de sa création**

## **Pour la fin de l'Etat d'Israël Pour la construction d'une Palestine Laïque, Démocratique et Non Raciste**

Le 14 mai, il y a 60 ans, l'Etat d'Israël a été fondé sur la base d'une résolution de l'ONU de 1947, en occupant 55% du territoire de ce qui était à l'époque le Mandat Britannique en Palestine.

La légende créée par le sionisme affirme que s'y sont unis « un peuple sans terre » (les juifs) avec « une terre sans peuple » (la Palestine). La réalité était, toutefois, bien différente. L'organisation

sioniste mondiale et les puissances impérialistes (les Etats-Unis et l'Angleterre), soutenus par la bureaucratie stalinienne dirigeante dans l'ancienne URSS, ont utilisé comme excuse le drame de milliers de réfugiés juifs européens, brutalement poursuivis par le nazisme, pour en transférer une partie vers la Palestine, de manière totalement artificielle et avec beaucoup de soutien financier. L'appui que ce

projet a eu de la part de plusieurs millionnaires juifs européens, comme les banquiers Rothschild, a été notoire. La résolution de l'ONU a légalisé cette usurpation.

De cette façon a été créée une véritable **enclave impérialiste**. C'est-à-dire, un territoire usurpé à la nation palestinienne, dans lequel ont été installés des milliers d'immigrants, provenant surtout de l'Europe Orientale, totalement

dépendants de ce soutien financier pour survivre, et de ce fait disposés à défendre la politique de l'impérialisme dans la région. Ben Gurion, un des principaux dirigeants sionistes de l'époque et premier président d'Israël, a exprimé avec une clarté totale cette association profonde du sionisme avec l'impérialisme américain : « Notre plus grande préoccupation était le sort qui serait réservée à la Palestine après la guerre. Il était déjà clair que les Anglais ne conserveraient pas leur Mandat. Ayant toutes les raisons pour croire que Hitler serait vaincu, il était évident que la Grande-Bretagne, même victorieuse, sortirait très affaiblie du conflit. C'est pourquoi, je n'avais pas de doute que le centre de gravité de nos forces devrait passer du Royaume-Uni à l'Amérique du Nord, qui était sur le point d'assumer la première place dans le monde ».

D'autre part, la Palestine n'était pas « une terre sans peuple » mais la patrie historique des Arabes palestiniens, dans laquelle une minorité de juifs d'origine arabe avait coexisté en paix, pendant plusieurs siècles. Lors de sa fondation même, Israël ne s'est pas limité à usurper le territoire attribué par l'ONU. Le mouvement sioniste a planifié et mis en oeuvre une offensive pour s'approprier d'une partie du secteur accordé aux Palestiniens (20% additionnel de la surface totale) et en expulser ses habitants.

Il l'a fait par le biais de ses organisations armées et avec des méthodes de terreur contre la population civile. Dans le village de Der Yasin, par exemple, les milices sionistes ont assassiné 254 de ses 700 habitants, un massacre qui a été un véritable symbole de la

façon dont a été créé l'Etat d'Israël. De cette manière, 800 000 palestiniens (un tiers de la population de l'époque) ont été expulsés de leur terre et ont donné lieu au drame des réfugiés.



Ce n'est donc pas par hasard que les Palestiniens rappellent cette date comme la *nakba* (catastrophe) puisqu'elle représente le début d'une réalité pénible. Actuellement, le peuple palestinien est divisé entre ceux qui vivent en Israël, discriminés et traités comme habitants de seconde classe, les habitants de Gaza et de la Cisjordanie, soumis à l'encerclement et à l'agression permanente de sionisme, et les plus de six millions de réfugiés dans les campements précaires, souvent poursuivis et réprimés par les gouvernements arabes eux-mêmes.

C'est pourquoi, depuis lors, pour le peuple palestinien ainsi que pour l'ensemble des masses arabes, la nécessité de combattre pour la libération de leur terre, en expulsant l'envahisseur sioniste, est à l'ordre du jour.

**La LIT-QI (Ligue Internationale des travailleurs - Quatrième Internationale) soutient inconditionnellement cette lutte du peuple palestinien contre l'Etat sio-**

**niste.** En ce sens, nous ne faisons que maintenir la position historique de la IV<sup>ème</sup> Internationale qui, en 1948, a approuvé une résolution contre la création de l'Etat d'Israël et a soutenu la revendication palestinienne de son territoire historique.

### **Israël : agent militaire de l'impérialisme au Moyen-Orient**

L'objectif de l'impérialisme, spécialement de l'impérialisme américain, avec la fondation d'Israël, a été d'avoir un agent militaire direct au Moyen-Orient. Il s'agit d'une région qui, en plus de posséder les plus grandes réserves de pétrole du monde, était le théâtre d'un important processus de lutte anti-impérialiste et contre les « monarchies pétrolières » corrompues. Il s'agissait d'avoir « ses propres troupes » à son service contre le peuple palestinien et les masses arabes.

Ce n'est pas par hasard que, depuis sa création, Israël a toujours vécu en état de guerre officielle ou de fait, comme véritable « poste militaire avancé ». Voici les actions et les agressions militaires de cet Etat, depuis 1948 jusqu'à maintenant :

**1948 :** Expulsion de 800.000 Palestiniens avec des méthodes terroristes. Guerre contre des nations arabes,

**1956 :** Guerre contre l'Egypte, qui avait nationalisé le canal de Suez (alliance secrète avec la France et la Grande-Bretagne).

**1967 :** « Guerre des six jours » contre des nations arabes ; occupation militaire de Gaza, de la Cisjordanie, des hauteurs du Golan (Syrie) et de la péninsule du Sinai (Egypte).

**1973 :** « Guerre du Yom Kippur » contre des nations arabes.

**1982 :** Invasion et occupation

du sud du Liban (mise en échec après plusieurs années - Israël se retire « officiellement » en 2000).

**1987-1989** : Répression de la Première Intifada (Gaza).

**1991** : Attaque aérienne contre l'Iraq (Première Guerre du Golfe).

**2000** : Répression de la Seconde Intifada (Gaza).

**2006** : Seconde invasion du Liban (Israël a été mis en échec par la résistance du Hezbollah).

**2006-2008** : Menace d'« attaques aériennes éclair » contre l'Iran.

**2007-2008** : Attaques militaires et blocus de Gaza.

### Un état militarisé

L'objectif de la création d'Israël, illustré dans la chronologie précédente, explique pourquoi la population israélienne vit toujours « sur le pied de guerre ». A l'âge de 18 ans, tout citoyen doit accomplir un service militaire obligatoire, trois années pour les hommes et deux pour les femmes. Ensuite, ils sont « réservistes » jusqu'à l'âge de 50 ans, avec chaque année un mois d'entraînement obligatoire.

Pour ces « services militaires », les Etats-Unis envoient « officiellement » 3 milliards de dollars par an, et 2 milliards additionnels à d'autres titres. A cela il faut ajouter les fonds récoltés par les organisations sionistes du monde entier. De cette façon, Israël équilibre le déficit de sa balance commerciale (10 milliards de dollars) et son déficit budgétaire chronique.

En même temps, la fabrication d'armements et de technologie militaire et de sécurité est devenue, depuis plusieurs années, la principale activité économique du pays et la principale rubrique de ses exportations (12 milliards de dollars, 40% du total), déguisée dans les statistiques comme « exportation de haute technologie ».

Autrement dit, la majorité de la population israélienne vit, directement ou indirectement, du budget militaire et de l'industrie d'armements. C'est pourquoi, les forces armées sont, en réalité, l'institution la plus importante de l'Etat. Ce n'est pas par hasard que la majorité des chefs politiques les plus renommés de l'histoire du pays ont été antérieurement des chefs militaires.

### Un état raciste

Un autre grand mensonge du sionisme est qu'Israël est un Etat « démocratique et progressiste ». C'est complètement faux. Depuis sa fondation, il a été constitué comme un Etat raciste, par son idéologie et ses lois destinées à l'expropriation des maisons et des terres des Palestiniens.

Israël est **officiellement** un « Etat juif ». C'est-à-dire, ce n'est pas un Etat de tous ceux qui résident dans le pays ou y sont nés. Uniquement peuvent être des citoyens, ceux qui sont considérés de foi ou de descendance judaïque. 90% des terres sont exclusivement réservés pour les juifs, à travers le *Fonds National Juif*, dont le statut définit que ces « terres d'Israël » appartiennent à cette institution et ne peuvent pas être vendues ou données en location à un « non-juif ». Elles ne peuvent même pas être travaillées par un « non-juif ». Il est interdit aux Palestiniens d'acheter ou même de prendre en location les terres annexées par l'Etat depuis 1948.

Depuis la fondation du pays, il y a un système de discrimination ethnique qui domine absolument tous les destins des vies palestiniennes. Que pourrait-on dire aujourd'hui d'un pays, dont la politique officielle serait l'expropriation des terres des juifs, ou qui interdirait simplement qu'un juif puisse s'y installer s'il se marie avec une

non-juive ? On dirait, évidemment, qu'il s'agit d'un flagrant cas de discrimination antisémite et que cela pourrait être comparé avec le nazisme ou avec l'apartheid sud-africain. Ce critère est toutefois légal en Israël, par le biais d'une série d'institutions et de lois qui **affectent seulement ses habitants non-juifs**.

La *Loi de Nationalité* établit des différences claires dans l'obtention de la citoyenneté pour les juifs et les non-juifs. Par la *Loi de Citoyenneté*, aucun citoyen israélien ne peut se marier avec un résident des territoires palestiniens occupés. Au cas où cela arriverait, il perd les droits de citoyen israélien, et la famille doit émigrer si elle ne se sépare pas.

Par la *Loi de Retour*, n'importe quel juif du monde qui déménage au pays, peut être citoyen israélien et obtenir une infinité de privilèges que les natifs non-juifs ne possèdent pas. Mais les parents des palestiniens de l'Etat d'Israël qui vivent à l'étranger (dont beaucoup ont été expulsés de leurs terres en Palestine ou sont descendants d'expulsés) ne peuvent pas obtenir le même bénéfice, par le seul fait de ne pas être juifs.

La *Loi de l'Absent* permet l'expropriation des terres qui n'ont pas été travaillées pendant un certain temps. Mais la terre d'un juif n'a jamais été expropriée. La majorité des expropriations ont été faites contre des réfugiés palestiniens en exil, des palestiniens habitants en Israël et tout palestinien qui réside sur la rive occidentale du Jourdain et avait des terres dans la zone étendue de Jérusalem.

### La fausse « démocratie israélienne »

La presse occidentale, les médias impérialistes, ne cessent de répéter qu'Israël est « la seule démocratie du Moyen-Orient ». Mais

comment peut-on appeler « démocratie » un régime qui poursuit des personnes pour leur race ou leur religion ? Comment peut-on appeler « démocratique » un régime où les habitants originaux, expulsés en 1948, n'ont pas le droit de retourner à leurs maisons et à leurs terres et où les habitants des territoires occupés en 1967 n'ont aucun droit civil ?

Comment peut-on appeler « démocratique » un régime où les quelques députés d'origine arabe ne peuvent pas critiquer le sionisme, sous menace de longues peines de prison, ou sont obligés d'abandonner le pays, comme cela a été le cas avec Azmi Bishara. un régime où la petite minorité d'intellectuels juifs qui mettent en question les mensonges sur l'origine d'Israël, ou s'opposent aux atrocités des gouvernements sionistes, sont intimidés et empêchés de faire leurs recherches, comme cela a été le cas avec Ilan Pappé, qui a abandonné Israël en 2007 pour se consacrer à l'enseignement en Angleterre, en raison de la pression qu'il subissait à l'Université de Haïfa et des menaces de mort de la part de groupes sionistes ; un régime où le physicien Mordechai Vanunu a été kidnappé en Europe pour le supposé crime d'avoir révélé l'existence d'armes nucléaires secrètes et a eu l'interdiction de quitter le pays et même de donner des interviews, après avoir accompli une peine de plus de 20 ans de prison.

Dans n'importe quel pays du monde, cette réalité serait qualifiée comme une dictature atroce, à peine déguisée par une « démocratie » pour les oppresseurs sionistes, de la même façon que les blancs sud-africains avaient une « démocratie » pendant l'apartheid.

### **Le génocide des Palestiniens**

Israël doit exercer une violence

permanente contre la population dominée. Pour maintenir son caractère colonial et raciste, il ne peut tolérer aucune résistance interne, ni aucun défis sur ses frontières. Son caractère même le conduit à être expansionniste et à réprimer toute mise en question, aussi minime qu'elle soit, de sa nature.

C'est pourquoi, Israël a toujours pratiqué une politique de « nettoyage ethnique » des Palestiniens, en les arrachant de leurs terres ancestrales ou en réprimant avec dureté aussi bien ceux qui vivent à l'intérieur de ses frontières que ceux des territoires de Gaza et de la Cisjordanie.

Environ 11.000 prisonniers politiques palestiniens, dont des centaines de mineurs et de femmes, pourrissent dans les prisons sionistes. Une d'elles vient d'accoucher avec les menottes aux mains, dans la prison, où elle reste avec son fils. Soixante-dix prisonniers ont déjà accompli plus de vingt ans de prison. La torture est pratiquée avec l'autorisation de la justice et les « assassinats sélectifs » de combattants dans les territoires sont une routine quotidienne.

La LIT-QI qualifie l'Etat israélien comme « nazi » parce que, quand on poursuit un peuple entier, dans le but d'éliminer son identité, de le rendre esclave ou de l'expulser de sa terre, il n'y a pas d'autre nom qui exprime mieux cette essence politique. La contradiction historique terrible est que ce sont les descendants de ceux qui ont été poursuivis en Europe par le nazisme, qui appliquent maintenant ces mêmes méthodes contre un autre peuple.

La population d'Israël, éduquée pour être toujours au service de l'armée, accepte naturellement, avec une majorité écrasante, cette réalité d'agressions militaires

contre les Palestiniens et les peuples arabes et cette politique de génocide, étant donné que seulement la force des armes peut garantir la survie de l'enclave coloniale.

### **Gaza : territoire palestinien indépendant**

La difficulté croissante de l'impérialisme et d'Israël pour mettre en échec la résistance palestinienne, les a amenés à promouvoir, en 1993, les Accords d'Oslo. A cette occasion, l'organisation Al Fatah et l'OLP, jusqu'alors la direction incontestée du peuple palestinien, ont reconnu l'existence de l'Etat d'Israël et ont légalisé son usurpation de la majorité du territoire palestinien. De cette manière, ils ont abandonné et ont trahi la lutte de leur peuple. En échange, ils ont reçu la promesse de permettre dans le futur un « Etat palestinien », ainsi que la création immédiate de l'ANP (Autorité Nationale Palestinienne) à Gaza et en Cisjordanie. Il s'agissait, en réalité, de petits territoires isolés, semblables aux bantoustans sud-africains de l'époque de l'apartheid.

En 2006, le Hamas a gagné les élections de l'ANP. Son triomphe a été dû au fait qu'il maintenait encore dans son programme la proposition de la fin de l'Etat d'Israël et l'appel à combattre contre lui. La victoire électorale du Hamas a mis en crise la politique des accords d'Oslo et a montré le rejet majoritaire du peuple palestinien à ceux-ci. Elle a démontré aussi l'usure profonde de la direction de Mahmoud Abbas et d'Al Fatah, devenue maintenant l'agent inconditionnel d'Israël et de l'impérialisme.

Malgré les tentatives conciliaires du Hamas, qui a appelé à former un « gouvernement d'union nationale » avec Al Fatah, la situation a donné lieu, vers le milieu de 2007, à des confrontations ouver-

tes entre les deux forces et à un coup d'Etat organisé par Abbas pour supplanter le Hamas et prendre le contrôle total du gouvernement. La réaction des masses de Gaza a imposé au Hamas l'expulsion de l'appareil militaire d'Abbas et de la police d'Al Fatah de ce territoire. Cela a été un grand triomphe des masses palestiniennes parce qu'ils ont libéré ainsi Gaza du contrôle d'Israël et de ses agents, en la transformant, dans les faits, en un territoire palestinien indépendant, bien que dans des conditions d'isolement très difficiles.



### **Vaincre Gaza à tout prix**

Cette situation était totalement intolérable pour un Etat comme Israël, qui a lancé une action combinée d'attaques militaires, d'abord pour détruire l'infrastructure de génération d'électricité et d'approvisionnement en eau de Gaza, pour, ensuite, par des bombardements directs sur la population civile, et l'imposition d'un blocus strict, empêcher la réception d'aliments, de médicaments et de combustibles. Il fallait mettre en échec à tout prix la résistance du peuple de Gaza et l'obliger se rendre.

L'extrême cruauté de cette politique israélienne, de son blocus et

de ses attaques génocides, ne sont que la continuité des nombreux crimes que les sionistes ont commis durant les 60 années d'existence d'Israël. Cette politique rappelle, sous plusieurs aspects, celle que les nazis ont menée contre les juifs, pendant la Seconde Guerre Mondiale, spécialement la création du Ghetto de Varsovie qui, en 1943, s'est soulevé contre l'occupation nazi. Matan Vilani, vice-ministre de la Défense du gouvernement israélien d'Ehud Olmert, est même arrivé à parler d'organiser un « holocauste » à Gaza.

Mais si le soulèvement du Ghetto de Varsovie a été violemment écrasé, la résistance des masses de Gaza se maintient avec toute sa force. Ils sont arrivés, il y a quelques mois, à démolir les murs d'une partie de la frontière avec l'Egypte et ont obligé le gouvernement de ce pays, la dictature pro-impérialiste de Hosni Mubarak, de laisser passer temporairement la population palestinienne pour s'approvisionner en nourriture et en médicaments. En même temps, cette résistance maintient aussi ses attaques avec des missiles improvisés sur le territoire israélien et parvient à faire face à quelques incursions des forces militai-

res sionistes, comme l'embuscade qui a tué trois soldats israéliens.

### **60 ans plus tard, la seule solution est toujours une Palestine Laïque, Démocratique et Non-Raciste**

La LIT-QI revendique que la seule solution réelle à la situation de conflit permanent de la région est la construction d'une Palestine Laïque, Démocratique et Non-Raciste, le mot d'ordre constitutif de l'OLP dans les années 70.

Nous nous opposons à la proposition de l'ONU des « deux Etats », un juif et un autre palestinien, proposition revendiquée, avec des variantes, par plusieurs organisations de gauche. Tout d'abord, un tel « Etat palestinien », limité à la Bande de Gaza et à une partie de la Cisjordanie, n'aurait aucune possibilité réelle d'autonomie économique ou politique. L'acceptation de ce « mini-Etat » signifierait, en outre, nier le « droit de retour » à leur patrie pour des millions de réfugiés, puisque leurs maisons et leurs terres expropriées resteraient en Israël. Du point de vue militaire, ce petit Etat vivrait entouré en permanence d'une menace d'agression par un ennemi armé jusqu'aux dents.

A cette Palestine Unie, Laïque, Démocratique et Non-Raciste, sans murs ni camps de concentration, pourront retourner les millions de réfugiés expulsés de leur terre, et les millions qui sont restés et sont aujourd'hui opprimés, récupéreraient leurs pleins droits.

Pourront aussi y rester, tous les juifs qui sont disposés à coexister en paix et sur pied d'égalité. En ce sens, nous appelons les travailleurs et le peuple israélien à se joindre à cette lutte contre l'Etat raciste et gendarme d'Israël, bien que nous sachions que, par le caractère de la majorité de la population juive israélienne que nous avons indi-

qué, il est fort probable que seulement une minorité accepte cette possibilité et que la grande majorité sera disposée à défendre l'actuel Etat sioniste jusqu'à la fin, les armes à la main.

Mais la construction de cette Palestine unique, basée sur la récupération de son territoire historique, a son principal obstacle dans l'existence de l'Etat d'Israël, comme enclave coloniale et Etat gendarme de l'impérialisme. C'est pourquoi, la LIT-QI affirme qu'il n'y aura pas de paix au Moyen-Orient, ni une véritable solution pour le peuple palestinien, aussi longtemps que l'Etat d'Israël ne soit pas définitivement mis en échec et détruit, c'est-à-dire, aussi longtemps que le cancer impérialiste, qui corrode la région, ne soit pas extirpé de manière définitive. Toute autre solution signifie la survie du « cancer » et la continuation de son action létale et destructive. Cette tâche historique, équivalente à ce qu'a été la destruction de l'Etat nazi allemand ou l'Etat de l'apartheid sud-africain, est aujourd'hui à l'ordre du jour.

En même temps, la LIT-QI affirme que la lutte pour une Palestine Laïque, Démocratique et Non-Raciste est une partie fondamentale des luttes des masses arabes et un pas vers la construction d'une Fédération Socialiste de Républiques Arabes.

### **Il est possible de vaincre Israël**

Jusqu'il y a quelques années, la tâche de mettre en échec Israël paraissait impossible, après ses indiscutables victoires militaires jusqu'en 1973. Cela a été l'excuse, utilisée par beaucoup de gouvernements arabes et par la direction d'Al Fatah, pour justifier leur capitulation face à Israël et leur trahison de la cause palestinienne.

Nous savons que la lutte contre

une usurpation coloniale est toujours très dure. Par exemple, l'indépendance de l'Algérie a exigé des années de rébellion populaire, des actions partisans et une campagne mondiale d'appui pour parvenir à vaincre non seulement l'armée française mais aussi les groupes fascistes, comme l'OAS, et obliger les colons impérialistes français à accepter leur défaite.

Mais la réalité a beaucoup changé depuis 1973 : les deux intifadas palestiniennes et le retrait du Liban, en 2000, ont été les premiers symptômes de l'affaiblissement de l'Etat d'Israël. De manière beaucoup plus évidente, la défaite des troupes sionistes au Liban face à la résistance dirigée par le Hezbollah, en 2006, a posé la défaite et la fin de l'Etat d'Israël comme une tâche possible et présente.

Cet affaiblissement s'est manifesté aussi dans la réaction de la population israélienne et la crise politique profonde qui s'est ouverte dans le pays. Pour la première fois, l'armée sioniste a été clairement vaincue et a perdu prestige dans cet échec, mettant en doute ce qui était jusqu'alors une sécurité absolue, qu'elle était « invincible » dans la confrontation avec de possibles insurrections et des attaques armées des peuples arabes.

En même temps, l'image mondiale du sionisme, comme un mouvement « progressiste » et même « socialiste », tombe en miettes, en mettant à nu son véritable caractère. La destruction causée au Liban et l'action génocidaire à Gaza ont fait que de plus en plus d'intellectuels et des secteurs intermédiaires, qui jusqu'alors sympathisaient avec Israël, le critiquent maintenant et le dénoncent avec dureté. Ceci a permis des campagnes de boycott beaucoup plus fortes, comme en Angleterre, et des actions couronnées de suc-

cès, en Espagne, contre des concerts de musiciens promus par Israël. L'isolement du sionisme s'accroît dans le monde, spécialement dans les secteurs ouvriers et les mouvements sociaux.

Cet affaiblissement a lieu, en outre, dans le cadre d'une crise croissante de la politique de Bush dans la région (la « guerre contre la terreur »), une politique embourbée en Iraq et en Afghanistan et profondément mise en question à l'intérieur même des Etats-Unis. Israël est une pièce clef du dispositif militaire impérialiste au Moyen-Orient et, comme tel, sera défendu jusqu'aux dernières conséquences par les Etats-Unis. Mais cette situation d'ensemble ouvre une nouvelle situation dans la région, y compris sur le terrain militaire.

L'appui de la population égyptienne aux Palestiniens qui cherchaient à s'approvisionner, et l'impossibilité de l'armée égyptienne de les réprimer ; l'utilisation de tactiques et d'armes comme celles utilisées avec succès par le Hezbollah au Liban, par les groupes de la résistance palestinienne en Gaza, montrent que la situation devient plus aiguë dans toute la région.

Ces faits mettent à l'ordre du jour, comme possible et actuelle, la tâche historique de mettre en échec l'Etat raciste d'Israël, 60 ans après sa création. La condition pour cela est le développement d'une lutte politique et militaire unifiée du peuple palestinien et de l'ensemble des masses arabes et musulmanes. La LIT-QI s'engage de toutes ses forces dans l'appui à cet objectif.

**São Pablo, le 12 mai 2008**  
**Secrétariat International**  
**de la LIT-QI**

## Le Liban à la croisée des chemins

Voici un article de Alejandro Iturbe, membre de la direction de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale.

Une fois de plus, le Liban a été le théâtre d'importantes confrontations internes. Le conflit a son origine dans la décision du gouvernement pro-impérialiste du Premier ministre Fuad Siniora (soutenu par ses ministres) d'éliminer le réseau de communications de l'organisation Hezbollah.

Il va de soi qu'il s'agit d'une mesure exigée par l'impérialisme, approuvée par les secteurs bourgeois qui soutiennent le gouvernement de Siniora, le millionnaire sunnite Saad Hariri et son organisation Mufti, ainsi que le dirigeant de la minorité druse Walid Jumblatt. L'objectif était d'avancer d'un pas dans « l'achèvement du travail » : d'affaiblir l'organisation chiite Hezbollah qui contrôle un véritable « Etat dans l'Etat », sans quoi aucun projet d'un Liban pro-impérialiste « stable » n'est possible.

Avant d'adopter cette mesure, il y a eu aussi un nouveau et dangereux avertissement pour le gouvernement : la CGTL (la principale centrale syndicale du pays, avec pluralité religieuse mais dont la direction est influencée par le Hezbollah) a lancé une grève générale qui a eu beaucoup de succès dans la capitale, Beyrouth, et dans le sud du pays, pour augmentation de salaires, contre la pénurie et contre le plan de privatisations proposé par Siniora.

### La tentative du gouvernement est mise en échec

Le bloc Siniora-Hariri-Jumblatt a fait une lecture désastreuse du rapport de forces existant dans le pays. D'abord, l'armée libanaise a refusé d'attaquer le Hezbollah. Deuxièmement, les informations font état d'une amélioration de l'équipement militaire du

Hezbollah, qui s'ajoute au grand prestige et à l'influence populaire, gagnés par sa résistance à l'invasion israélienne qui a abouti à un triomphe sur l'armée sioniste.

Dans ce cadre, les confrontations ont eu lieu entre les milices du Hezbollah, d'une part, et les milices de Hariri et de Jumblatt, d'autre part. En plus, le Hezbollah a eu le soutien du Front Patriotique du chrétien maronite Michel Aoun, du Parti Communiste libanais et du Mouvement AMAL.

L'impérialisme n'est pas intervenu directement dans le conflit, quoiqu'il l'ait fait de manière indirecte comme un avertissement au Hezbollah qu'il a ses propres limites : la quatrième flotte navale des Etats-Unis s'est installée dans les eaux internationales face à Beyrouth et les troupes françaises de la FINUL (casques bleus des Nations Unies) ont réalisé un « exercice de simulation de combat » dans le Sud du pays.

La tentative de Siniora-Hariri-Jumblatt s'est soldée par un échec total : non seulement le Hezbollah maintient son réseau de communications et le contrôle de l'aéroport, mais il est parvenu à dominer la moitié de la capitale et à laisser Hariri et Jumblatt comme des otages virtuels

dans leurs maisons. De ce point de vue, nous devons caractériser ce résultat comme un triomphe des masses libanaises contre le plan impérialiste.

### La classe ouvrière entre en scène

Nous voulons souligner spécialement l'entrée en scène de la classe ouvrière libanaise parce qu'il s'agit d'un fait nouveau, de poids essentiel, dans la situation libanaise complexe. D'abord, la grève générale lancée par la CGTL a eu comme centre les revendications propres des travailleurs ; deuxièmement, le succès de la grève a été possible uniquement parce que les travailleurs se sont unis comme classe, au-dessus des différences confessionnelles avec lesquelles la bourgeoisie maintient le pays divisé. Tous les syndicats ont participé à la grève : les chauffeurs, les boulangers, les électriciens, les travailleurs autonomes, etc. Le jour de la manifestation, ils ont fait face aux militants du parti de Hariri. La grève a eu un grand appui populaire, étant donné qu'elle revendiquait aussi des droits pour tout le peuple. Aujourd'hui la pauvreté touche 30% des habitants du Liban.

Ce fait aide à dégager la fausse enveloppe « confessionnelle » du conflit libanais et de clarifier le caractère de confrontation de classes et d'intérêts économiques de ce conflit : d'un côté, la classe ouvrière, la petite bourgeoisie appauvrie (chiite, chrétienne et sunnite) et des secteurs bourgeois lésés par le plan économique pro-impérialiste ; de l'autre, la bourgeoisie pro-impérialiste bénéficiaire de l'aide internationale pour la « reconstruction » et des



Le 24 juin 2007, six soldats du contingent espagnol de la FINUL étaient tués par la résistance libanaise.

secteurs intermédiaires alliés à elle (principalement des secteurs sunnites et chrétiens). Ce n'est pas par hasard que Saad Hariri est un chef d'entreprise de la construction extrêmement riche, dont les affaires fleurissent encore plus avec cette « aide ».

### Les limitations du Hezbollah

Toutefois, malgré son nouveau triomphe, et tout comme il a fait après sa victoire sur l'armée sioniste en 2006, le Hezbollah s'arrête aux « portes du pouvoir », appelle à un gouvernement d'« unité nationale » avec Siniora et réclame seulement une « distribution équitable » des postes du gouvernement (la moitié pour chacune des coalitions qui se font face).

C'est-à-dire qu'il permet de nouveau la recomposition des forces pro-impérialistes et le maintien de l'actuel Etat libanais, divisé en secteurs confessionnels dans la composition du Parlement et dans la formation du gouvernement.

En termes stratégiques, la politique du Hezbollah de ne pas profiter à fond de ses triomphes et de ne pas avancer sur les forces pro-impérialistes, est suicidaire. Une combinaison future d'un changement dans le rapport de forces à l'intérieur du Liban (par exemple, une modification de la position actuelle de l'armée libanaise et une intervention directe de la FINUL) et d'une récupération d'Israël de sa défaite de 2006, pour-

raient le laisser totalement emprisonné entre deux feux ennemis, avec le risque d'être détruit comme organisation.

En ce sens, notre critique au Hezbollah se base sur la non-réalisation de tâches essentielles à mettre en oeuvre au Liban. La première d'entre elles est la liquidation de l'actuelle structure confessionnelle de l'Etat libanais et la construction d'un Liban laïque et démocratique, sur la base de « une personne - une voix ». Dans les conditions actuelles, ce système donnerait sûrement une majorité claire au Hezbollah et à ses alliés. La seconde tâche est l'exigence de la sortie de la FINUL, dont la présence signifie une limitation claire de la souveraineté du pays et une avancée militaire de l'impérialisme. La nécessité d'une réforme agraire est aussi à l'ordre du jour, spécialement dans le Nord du pays, pour enlever à Hariri sa base latifundiste.

Finalement, comme question centrale, il est évident qu'aucun Etat libanais ne pourra réellement être autonome de façon stable, aussi longtemps que continue la menace militaire permanente d'Israël sur ses frontières. C'est pourquoi, pour survivre, le Liban ne peut pas se limiter à la « coexistence pacifique » avec le sionisme mais doit se poser la nécessité de détruire l'Etat d'Israël. Ceci pose la nécessité urgente de l'unité des Libanais avec les Palestiniens, en commençant par donner tous les droits politiques aux réfugiés palestiniens au Liban, sans que pour cela ceux-ci doivent renoncer à leur nationalité palestinienne ou au droit de retour à leur terre historique, et en les soutenant carrément dans leur lutte contre Israël.

Nous savons que la ba-



taille contre Israël n'est pas facile, parce qu'il s'agit d'un ennemi armé jusqu'aux dents avec des équipements modernes, et soutenu inconditionnellement par l'impérialisme américain. Mais la victoire sur l'invasion de 2006 a montré qu'il est possible de le vaincre. Et qu'il le sera beaucoup plus encore dans le cadre d'une grande mobilisation de toutes les masses arabes et musulmanes avec ce sens. Pour nous, cette grande mobilisation doit avoir lieu dans la perspective de la construction d'une Fédération Socialiste de Républiques Arabes.

L'entrée en scène de la classe ouvrière libanaise, qui rompt le piège de la division religieuse, montre le chemin pour mener à bien ces tâches.

Alejandro Iturbe, le 16 mai 2008

### La Belgique en guerre

La Belgique participe depuis octobre 2006 à la FINUL. Le mandat était initialement pour un an, reporté ensuite il devait expirer ce 15 juin 2008.

Aujourd'hui, comme par hasard, le gouvernement vient de décider la prolongation jusqu'à la fin de 2008. Jusqu'à quand devra-t-on encore payer pour cette guerre ?

**Troupes belges hors du Liban !**

